

MASTER Droit public

Parcours type : Pratique des droits fondamentaux

Responsables	Descriptions	Informations
Laurence GAY laurence.gay@univ-amu.fr	Type de diplôme : Master	Droits d'inscription : 243 € (formation initiale en 2019/2020)
Ariane VIDAL NAQUET a.vidal-naquet@univ-amu.fr	Domaine : Droit, Économie, Gestion	http://formations.univ-amu.fr
	Nombre de crédits : 120	Composante : Faculté de Droit et de Science Politique

OBJECTIF

Le programme propose, de manière originale, de former les étudiants à la protection des droits et libertés fondamentaux en insistant sur sa dimension pratique et appliquée. Il propose la maîtrise des concepts fondamentaux de la discipline, des enjeux contemporains de cette protection mais aussi des divers outils concrets permettant d'assurer la sauvegarde des droits fondamentaux. Loin de se limiter à une réflexion théorique sur l'objet que constituent les libertés, le programme vise à former les étudiants à l'exercice de la profession d'avocat ou de magistrat, de juriste spécialisé au sein d'organisations non gouvernementales et d'organismes privés ou publics spécialisés, nationaux comme internationaux, ayant à connaître des problématiques propres aux droits et libertés. Le programme offre également la possibilité, sous réserve de la rédaction d'une thèse, d'accéder à la carrière d'enseignant-chercheur.

COMPÉTENCES VISÉES

- Analyse et maîtrise des différents contentieux relatifs aux droits de l'homme au niveau national et international,
 - connaissance du contenu substantiel du droit des libertés fondamentales en droit français, comparé, européen et international,
 - développement d'un réflexe « protection des libertés » dans les différents contextes sociaux dans lesquels la question peut se poser,
 - connaissances des grandes problématiques contemporaines contentieuses et substantielles en droit des libertés fondamentales,
 - esprit et capacité de synthèse dans l'analyse des problématiques relatives aux droits fondamentaux,
- force de proposition pour résoudre les problématiques liées aux droits fondamentaux

RÉGIMES D'INSCRIPTION

- Formation initiale
- Formation continue
- Formation à distance

PRÉ-REQUIS OBLIGATOIRES

Master 1 en droit ou diplôme équivalent. La possibilité d'intégrer le M2 après l'obtention d'un diplôme d'Institut d'études politiques ou d'un Master I dans une discipline non juridique est subordonnée à l'examen de l'équivalence des formations.

PRÉ-REQUIS RECOMMANDÉS

Il est recommandé d'avoir suivi des enseignements en droit national ou international et européen des libertés fondamentales ainsi qu'en droit constitutionnel comparé et plus globalement tout enseignement en rapport avec la protection des droits (contentieux publics, théorie de la justice constitutionnelle, droit européen et international...).

STAGES ET PROJETS ENCADRÉS

La vocation professionnelle du parcours se traduit par l'exigence d'un stage professionnel, d'une durée minimale de 4 semaines (en juridiction, organisation on gouvernementale, cabinet d'avocat ou administration publique). La rédaction d'un mémoire sous la direction d'un enseignant chercheur complète la formation par le développement d'une compétence de synthèse et d'analyse.

MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Formation orientée vers le développement d'un savoir-faire juridique, tant en groupe qu'à titre individuel. Les enseignements pratiques doivent permettre de développer une véritable compétence concrète dans l'analyse et la résolution des problématiques propres aux droits fondamentaux.

FORMATION ET RECHERCHE

La formation s'appuie sur l'expertise développée depuis de nombreuses années au sein de l'Institut Louis Favoreu / GERJC dans le domaine des droits fondamentaux, reconnue au niveau national et international. Elle offre aux étudiants une double formation théorique et pratique, qui se conclut par la réalisation d'un stage et d'un mémoire de recherche.

LABELLISATION

Cette formation possède le label « Diplôme en Partenariat International (DPI) ».



MASTER 1

SEMESTRE 1

- Choix formation initiale, formation continue ou EAD (30 cr)
 - Formation initiale (30 cr)
 - Elargir les compétences pré professionnelles (S1) (2 cr)
 - Techniques de l'insertion professionnelle
 - Maitriser les fondamentaux en droit des libertés (6 cr)
 - Droit des libertés fondamentales (approche substantielle et comparée)
 - Atelier de raisonnement juridique Droit des libertés fondamentales (approche substantielle et comparée)
 - Compléter ses compétences (S1 2 matières au choix) (4 cr)
 - Politiques fiscales
 - Grands problèmes financiers de l'État
 - Politiques et actions de l'Union européenne
 - Principes des contrats spéciaux privés et publics
 - Elargir sa culture juridique (S1) (4 cr)
 - Histoire de la pensée juridique
 - Argumentation et raisonnement juridiques
 - Intégrer en langue étrangère (S1) (2 cr)
 - TD de langue
 - Laboratoire de langues
 - Développer une spécialisation (Choix d'une UE S1) (6 cr)
 - UE2-1 Développer une spécialisation en droit des collectivités (6 cr)
 - Droit des collectivités territoriales
 - Atelier de raisonnement juridique Droit des collectivités territoriales
 - UE2-2 Développer une spécialisation en droit de l'urbanisme (6 cr)
 - Planification et autorisations d'urbanisme
 - Atelier de raisonnement juridique Planification et autorisations d'urbanisme

- Planification et autorisations d'urbanisme
- Atelier de raisonnement juridique Planification et autorisations d'urbanisme
- Acquérir une spécialisation (Choix d'une UE S1) (6 cr)
 - UE3-1 Acquérir une spécialisation (6 cr)
 - Droit des collectivités territoriales
 - Science administrative
 - UE3-2 Acquérir une spécialisation (6 cr)
 - Planification et autorisations d'urbanisme
 - Science administrative
- Formation continue (30 cr)
 - Elargir les compétences pré professionnelles (S1) (2 cr)
 - Techniques de l'insertion professionnelle
 - Maitriser les fondamentaux en droit des libertés (6 cr)
 - Droit des libertés fondamentales (approche substantielle et comparée)
 - Atelier de raisonnement juridique Droit des libertés fondamentales (approche substantielle et comparée)
 - Maitriser les fondamentaux en droit des collectivités (6 cr)
 - Droit des collectivités territoriales
 - Atelier de raisonnement juridique Droit des collectivités territoriales
 - Approfondir les fondamentaux en droit public (6 cr)
 - Planification et autorisations d'urbanisme
 - Science administrative
 - Compléter ses compétences (4 cr)
 - Politiques fiscales
 - Grands problèmes financiers de l'État
 - Politiques et actions de l'Union européenne
 - Principes des contrats spéciaux privés et publics
 - Elargir sa culture juridique (4 cr)
 - Histoire de la pensée juridique
 - Argumentation et raisonnement juridiques
 - Intégrer en langue étrangère (2 cr)
 - TD de langue
 - Enseignement à distance (30 cr)
 - Elargir les compétences pré professionnelles (S1) (2 cr)
 - Techniques de l'insertion professionnelle
 - Droit des libertés fondamentales (approche substantielle et comparée) (6 cr)

MASTER Droit public Parcours type : Pratique des droits fondamentaux

- Droit des libertés fondamentales (approche substantielle et comparée)
- Atelier de raisonnement juridique Droit des libertés fondamentales (approche substantielle et comparée)
- Maîtriser les fondamentaux en droit des collectivités (6 cr)
 - Droit des collectivités territoriales
- Atelier de raisonnement juridique Droit des collectivités territoriales
- Approfondir les fondamentaux en droit public (6 cr)
 - Planification et autorisations d'urbanisme
 - Science administrative
- Compléter ses compétences (4 cr)
 - Politiques et actions de l'UE
 - Principes des contrats spéciaux privés et publics
- Elargir sa culture juridique (4 cr)
 - Histoire de la pensée juridique
 - Argumentation et raisonnement juridiques
- Intégrer en langue étrangère (2 cr)
 - TD de langue

SEMESTRE 2

- Choix formation initiale, formation continue ou EAD (30 cr)
- Formation initiale (30 cr)
 - Maîtriser les fondamentaux en droit des contrats publics (6 cr)
 - Droit des contrats administratifs
 - Atelier de raisonnement juridique Droit des contrats administratifs
 - Compléter ses compétences (S2 U4 2 matières au choix) (4 cr)
 - Finances locales
 - Droit de l'urbanisme et de l'aménagement
 - Notions de droit immobilier privé et public
 - Droit constitutionnel comparé
 - Elargir sa culture juridique (S2 U5 1 matière au choix) (3 cr)
 - Procédures fiscales
 - Droit du contentieux de l'Union européenne
 - Droit de la santé publique
 - Développer une spécialisation (Choix d'une UE S2) (6 cr)
 - UE2-1 Développer une spécialisation en droit économique (6 cr)
 - Droit public économique
 - Atelier de raisonnement juridique Droit

- public économique
- UE2-2 Développer une spécialisation en droit constitutionnel (6 cr)
 - Justice constitutionnelle
 - Atelier de raisonnement juridique Justice constitutionnelle
- Acquérir une spécialisation (Choix d'une UE S2) (6 cr)
 - UE3-1 Acquérir une spécialisation (6 cr)
 - Droit public économique
 - Droit de la fonction publique et des ressources humaines
 - UE3-2 Acquérir une spécialisation (6 cr)
 - Justice constitutionnelle
 - Droit de la fonction publique et des ressources humaines
- Intégrer en langue étrangère (3 cr)
 - Intégrer en langue étrangère (3 cr)
 - International human rights law
 - TD de langues
 - Intégrer en langue étrangère (S2) (3 cr)
 - International human rights law
 - Laboratoire de langue
- Elargir les compétences pré professionnelles (S2) (2 cr)
 - Mémoire (2 cr)
 - Stage (2 cr)
- Formation continue (30 cr)
 - Maîtriser les fondamentaux en droit des contrats publics (6 cr)
 - Droit des contrats administratifs
 - Atelier de raisonnement juridique Droit des contrats administratifs
 - Maîtriser les fondamentaux en droit public (6 cr)
 - Droit public économique
 - Atelier de raisonnement juridique Droit public économique
 - Approfondir les fondamentaux en droit public (6 cr)
 - Justice constitutionnelle
 - Droit de la fonction publique et des ressources humaines
 - Compléter ses compétences (4 cr)
 - Finances locales
 - Droit de l'urbanisme et de l'aménagement
 - Notions de droit immobilier privé et public
 - Elargir sa culture juridique (3 cr)
 - Procédures fiscales
 - Droit du contentieux de l'Union européenne

MASTER Droit public Parcours type : Pratique des droits fondamentaux

- Intégrer en langue étrangère (3 cr)
 - International human rights law
- Elargir les compétences pré professionnelles (2 cr)
 - Mémoire (2 cr)
 - stage (2 cr)
- Enseignement à distance (30 cr)
 - Droit des contrats administratifs (6 cr)
 - Droit des contrats administratifs
 - Atelier de raisonnement juridique Droit des contrats administratifs
 - Maîtriser les fondamentaux en droit public (6 cr)
 - Droit public économique
 - Atelier de raisonnement juridique droit public économique
 - Approfondir les fondamentaux en droit public (6 cr)
 - Justice constitutionnelle
 - Droit de la fonction publique et des ressources humaines
 - Compléter ses compétences (4 cr)
 - Droit constitutionnel comparé
 - Finances locales
 - Droit de l'urbanisme et de l'aménagement
 - Elargir sa culture juridique (3 cr)
 - Droit de la santé publique
 - Procédures fiscales
 - Intégrer en langue étrangère (3 cr)
 - Introduction à la common law
 - Elargir les compétences pré professionnelles (2 cr)
 - Mémoire

MASTER 2

SEMESTRE 3

- Systèmes de protection (8 cr)
 - Droit du procès - principes directeurs
 - Protection contentieuse en droit pénal
 - Protection contentieuse en droit civil

- Protection contentieuse en droit européen
- Protection contentieuse en droit constitutionnel
- Protection contentieuse en droit administratif
- Protection non contentieuse des droits fondamentaux
- Environnement institutionnel et international (4 cr)
 - Les débiteurs des droits fondamentaux
 - droits fondamentaux comparés
 - Lobbies, association, ONG et protection des droits fondamentaux
- Protection des personnes vulnérables (8 cr)
 - Droits fondamentaux des étrangers et des réfugiés
 - Droit international humanitaire (en anglais)
 - Egalité, discriminations, minorités
 - Les états d'exception et régimes de crise
 - Droits fondamentaux et privation de liberté
- Questions contemporaines des droits fondamentaux (6 cr)
 - Droit, religions, laïcité
 - Les droits de l'environnement
 - Liberté, propriété et vie privée dans l'économie numérique
- Séminaires Pratiques (4 cr)
 - Etudes de cas / conduite de projets en matière de droits fondamentaux
 - Conférences d'actualité

SEMESTRE 4

- Stage (10 cr)
 - Méthodologie des projets tutorés
 - Stage
- Mémoire (20 cr)
 - Méthodologie de la recherche

CONTACTS ORIENTATION

Visitez les sites :

- suio.univ-amu.fr/contact
- formations.univ-amu.fr

